

did not protect the interests of AECL; and that AECL paid inadequate attention to the implications of the contractual terms.

76. Your Committee recommends that:

(a) the AECL Board of Directors establish procedures ensuring the review and approval of all contracts before signing by appropriate legal, financial, and operating officers. This should be done to ensure that the corporation is not exposed to undue risk; that it has sufficient recourse to protect its interest; that the financial impact of the agreement is clear; and that the terms of the agreement are practical and workable;

(b) the AECL Board of Directors establish standards for acceptable evidence of services rendered and expenses incurred, arising from the post-contract services agreement;

(c) AECL develop procedures to monitor the services rendered by Mr. Eisenberg. Such procedures would provide a basis for matching services billed to services received. This is particularly important because AECL has not yet received a satisfactory accounting for the first quarterly billing of \$295,000;

(d) AECL seek to eliminate contractual uncertainties, including those related to quarterly billings; and

(e) AECL suspend further payments to Mr. Eisenberg until these matters are satisfactorily resolved.

Approval of Payments

77. The manner in which cheques were issued to the agents points out serious deficiencies in AECL procedures despite the fact that the Treasurer and the Internal Auditor reviewed and approved the \$2,414,500 for the Argentine sale and the \$15,373,181 for the Korean sale. In the Argentine case, they did so exclusively on the direction of Mr. Gray, without a contract obliging AECL to pay or a Board resolution to do so. They did not know who the ultimate beneficiary was or what services were rendered. The payment for the Korean sale was made on the same day that the invoices and supporting documents were submitted. Given the nature and quantity of information and the magnitude of payment, it is difficult for your Committee to believe that the Treasurer and Internal Auditor subjected the payment to the comprehensive scrutiny and study that it deserved. In effect, the payment was issued on the instructions of the Chairman of the Board.

78. Your Committee concludes that:

(a) the responsibilities of the Treasurer and Internal Auditor were not properly discharged; and

(b) AECL should not have made an interest payment of \$132,289 to UDI, since it had no obligation to do so. The original contract terms were superseded by the renegotiated agreement, and revised obligations were paid on the date

raisonnables et ne protègent pas les intérêts de l'EACL; et que l'EACL n'a pas assez fait attention aux répercussions des termes du contrat.

76. Votre Comité recommande:

a) que le Conseil d'administration de l'AECL établisse des procédures permettant d'assurer l'examen et l'approbation de tous les contrats, avant qu'ils soient signés par les agents juridiques, financiers et administratifs appropriés. Cela devrait être fait de manière à assurer que la société ne s'expose pas à des risques indus; qu'elle dispose de moyens suffisants pour protéger ses intérêts; que les répercussions financières de l'accord soient claires, et que les termes de l'entente soient pratiques et applicables;

b) que le Conseil d'administration de l'AECL établisse des normes exigeant des preuves acceptables quant aux services rendus et aux bourses découlant d'une entente de services post-contractuels;

c) que l'AECL établisse des procédures en vue du contrôle des services fournis par M. Eisenberg. Ces procédures fourniraient une base permettant de comparer les services imputés aux services reçus. Cela est d'autant plus important que l'EACL n'a pas encore reçu d'état de comptes satisfaisant pour la première facture trimestrielle s'élevant à \$295,000;

d) que l'EACL cherche à supprimer tous les points obscurs qui figurent dans les contrats et notamment ceux qui portent sur les facturations trimestrielles; et

e) que l'EACL suspende les versements qu'elle effectue à M. Eisenberg tant que toutes ces questions n'auront pas trouvé de solution satisfaisante.

Approbation des versements

77. La façon dont les chèques ont été remis aux intermédiaires est révélatrice des graves lacunes qui existent dans les méthodes de l'EACL en dépit du fait que le trésorier et le vérificateur interne aient examiné et approuvé le versement de \$2,414,500 pour la vente à l'Argentine et celui de \$15,373,181 pour la vente à la Corée. Dans le cas de l'Argentine, ils l'ont fait exclusivement sur ordres de M. Gray, en l'absence de tout contrat obligeant l'EACL à verser ces sommes ou d'une résolution du Conseil d'administration à cet effet. Ils ne savaient pas qui en était l'ultime bénéficiaire ni de quels services il s'agissait. Le versement effectué pour la vente à la Corée a été effectué le jour même où les factures et les documents justificatifs ont été remis. Vu la nature et le volume des renseignements fournis ainsi que l'importance du versement, votre Comité a peine à croire que le trésorier et le vérificateur interne ont examiné et étudié ce versement avec toute l'attention voulue. En fait, il a été effectué sur ordre du président du Conseil d'administration.

78. Votre Comité conclut:

a) que le trésorier et le vérificateur interne ne se sont pas acquittés correctement des responsabilités qui leur étaient dévolues; et

b) que l'EACL n'aurait pas dû verser \$132,289 à l'UDI puisqu'elle n'y était pas obligée. Les modalités du contrat initial ont été remplacées par un accord qui a été renégocié et les nouveaux versements ont été effectués à la date à